

Procès-verbal Réunion du Conseil Municipal en date du 06 septembre 2017

Séance n° 2017_8



Le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye s'est réuni le six septembre deux mille dix-sept, à vingt heures trente, en séance ordinaire, avec l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR :

FINANCES - PERSONNEL

- Modification des statuts de la Communauté de Communes du Blayais
- Approbation du rapport 2017 de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT)
- Modification du règlement intérieur du personnel
- Avancements de grades
- Vente BEAU
- Vente GRELIER

ASSAINISSEMENT

- Décision modificative n°2

QUESTIONS DIVERSES



Présents : (14) Mme Murielle PICQ (Maire), M. Daniel DEBET (1^{er} Adjoint), Mme Stéphanie BAUDE (2^{ème} Adjoint), Mme Michèle BILLIER (4^{ème} Adjoint), Mmes Odette ANCELOT, Marie-Claude BELLUE, Valérie BERLEMONT, Géraldine VIRUMBRALES, MM. Thomas BERLINGER, François BERNY, Bruno CADUSSEAU, Emmanuel MOULIN, David RAYMOND, Francis VITRAS.

Absents excusés : (5) : M. Bernard GRIMEE (3^{ème} Adjoint ayant donné pouvoir à M. DEBET), Mmes Valérie CHAMBOUNAUD, Irène FIORAZZO, MM. Eric GOUDONNET, Jean Marie MACEIRA.

Madame Géraldine VIRUMBRALES est désignée Secrétaire de séance.

Le compte-rendu de la dernière séance du 02 août 2017 a été transmis par mail à chaque conseiller le 11 août 2017. Madame le Maire demande aux membres présents s'il y a lieu de relever des observations sur celui-ci.

Le compte rendu, soumis au vote, est approuvé par l'ensemble des élus.

En l'absence d'informations nécessaires à leur étude, les points 5 et 6 relatifs à des ventes de terrain sont retirés de l'ordre du jour.

Information des décisions prises en application de l'article L. 2122.22

Du Code Général des Collectivités Territoriales

Madame le Maire expose à l'Assemblée ce qui suit :

Vu l'article L. 2122- du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu la délégation accordée à Madame le Maire par délibération du Conseil Municipal N° 20140401 en date du 11 avril 2014

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Madame le Maire en vertu de cette délégation

Le Conseil Municipal prend note des décisions suivantes :

Numéro de décision	Date	Objet
ARRETES		
2017-124	01/08/2017	Arrêté autorisant le stationnement de véhicules de chantier sur le parking Courade
2017-125	01/08/2017	Arrêté de fermeture de l'aire de jeux
2017-126	07/08/2017	Arrêté réglementant la circulation lieu-dit La Gache
2017-127	10/08/2017	Arrêté portant interdiction de baignade aux lacs du moulin blanc
2017-128	10/08/2017	Arrêté réglementant la circulation lieu-dit Marchais
2017-129	14/08/2017	Arrêté de péril imminent suite à incendie
2017-130	17/08/2017	Arrêté permis de construire 17 J0009
2017-131	31/07/2017	Arrêté de non opposition DP
2017-132	24/08/2017	Arrêté portant interdiction de baignade aux lacs du moulin blanc
2017-133	28/08/2017	Arrêté réglementant la circulation lieu-dit La Gare
2017-134	31/08/2017	Arrêté permis de construire 17 J0013
2017-135	04/09/2017	Arrêté réglementant la circulation sur les VC 206 et 207
2017-136	04/09/2017	Arrêté réglementant la circulation lieu-dit La Gare
2017-137	04/09/2017	Arrêté réglementant la circulation lieu-dit Midi de Dubraud
DECISIONS		
	02/08/2017	Signature d'un devis de Mme COUETTE pour un reportage photos (180€)
	16/08/2017	Signature d'un devis de la société CHAUVEAU pour l'acquisition de cabochon lanterne (96,74€)
	17/08/2017	Signature de devis des sociétés PICHON, 10 DOIGTS, SADEL et BURO PARTNER, pour l'acquisition de matériels scolaires et périscolaires (2 273,46€)

	18/08/2017	Signature d'un devis de la société BS MEDIA pour la réalisation d'une affiche du programme culturel Vox (81,60€)
	21/08/2017	Signature d'un devis de la société DA COSTA pour la réalisation de plans d'intervention (271,27€)
	23/08/2017	Signature d'un devis de la société MATERIAUX CLOTURES pour la réalisation de la clôture de l'aire de jeux (3 041,46€)
	24/08/2017	Signature d'un devis de la société NTI CONSEIL pour l'installation d'un switch à l'école et d'une rallonge ethernet Mairie (60,00€)



Délibération n° 20170609-01 – Modification des statuts de la CCB – Compétences optionnelles « eau » et « assainissement » et compétences obligatoire « GEMAPI » à compter du 1^{er} janvier 2018.

Discussion :

Mme Le Maire précise que la CCB travaillera avec les syndicats déjà présents sur le territoire et qu'il n'y aura pas de changement pour les communes.

M. BERLINGER soulève la question du fermage. Mme Le Maire indique que l'ensemble des contrats existants continueront jusqu'à leur terme. Certaines communes ayant des budgets excédentaires cherchent le moyen de conserver leur excédent ce qui n'est pas le cas de St Christoly qui couvrira les travaux de remise aux normes de la station d'épuration par l'emprunt réalisé.

M. BERLINGER souhaite connaître les incidences financières sur ces transferts de compétences. Mme Le Maire informe le Conseil Municipal qu'il n'y en aura pas et M. MOULIN ajoute que ces transferts se feront à l'identique d'un point de vue budgétaire.

M. BERLINGER souhaite également connaître les intérêts de ces transferts. Mme Le Maire répond qu'il n'y a pas d'intérêt particulier pour la commune mais précise que le suivi est lourd et qu'à l'horizon 2020, ils deviendront obligatoires. Les prises de compétences par la CCB augmentent leur DGF

M. MOULIN regrette qu'au final, les communes n'aient plus la maîtrise de certains dossiers et notamment en matière d'assainissement. M. MOULIN suggère que les personnes ayant un assainissement non collectif doivent être en mesure de récupérer les sommes versés à ce titre sur les factures d'eau. Mme Le Maire rappelle qu'un courrier en ce sens a été adressé à la communauté de communes Latitude Nord Gironde et qu'il est resté sans réponse.

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dite « loi NOTRe » et notamment ses articles 64, 68 et 81,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2224-7 et L 2224-8, ainsi que les articles L 5211-4-1, L 5211-5 L5211-17 et L 5214-16 ;

Vu l'article L.211-7 du Code de l'Environnement,

Considérant l'intérêt d'exercer la compétence en matière d'assainissement et d'eau potable dans le cadre d'une gestion collective concertée,

Considérant que la Communauté de communes de Blaye souhaite s'engager dans cette démarche et se donner les moyens de mettre en œuvre une gestion communautaire de ces compétences à l'horizon du 1er Janvier 2018.

Considérant l'obligation d'exercer la compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » à compter du 1er janvier 2018,

Considérant que la CCB vient de notifier aux communes sa délibération du 05/07/2017

Chaque conseil municipal disposera alors de trois mois pour se prononcer sur cette modification statutaire dans des conditions de majorité requises pour la création de l'établissement de coopération

intercommunale, et définies à l'article L-5211-5 du CGCT, à savoir : l'accord exprimé des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population. Cette majorité doit nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune la plus peuplée lorsque sa population est supérieure au quart de la population totale concernée. A défaut de délibération dans ce délai, la décision est réputée favorable. Un arrêté préfectoral approuvera enfin cette modification statutaire.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré :

- Approuve le transfert à compter du 1er janvier 2018 de la compétence optionnelle « Eau » comprenant l'eau potable dans son intégralité (production, transfert et distribution), au profit de la Communauté de communes de Blaye,
- Approuve le transfert à compter du 1er janvier 2018 de la compétence optionnelle « Assainissement » comprenant la gestion dans son intégralité de l'assainissement collectif et non collectif au profit de la Communauté de communes de Blaye.
Cette nouvelle compétence se substituera à la compétence « Assainissement non collectif : contrôle, réhabilitation, entretien », qui figure actuellement dans les statuts de la communauté en tant que compétence facultative.
- Approuve la prise de compétence obligatoire « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » à compter du 1er janvier 2018,
- Approuve la modification des statuts qui en découle selon le document annexé à la présente délibération
- Autorise Mme le Maire à signer tout document relatif à cette délibération.

VOTE : Pour : 15 Contre : 0 Abstention : 0



Délibération n° 20170609-02 – Communauté de Communes de Blaye – Rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées, Attribution Dotation de Compensation 2017

Madame le Maire présente le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférés (Clect) de la Communauté de Communes de Blaye, adopté en conseil communautaire le 05 juillet 2017.

Le présent rapport a pour objet de présenter le résultat des réflexions et des travaux de la CLECT suite à la modification de périmètre de la CCB au 1^{er} janvier 2017. Le fil conducteur des travaux de la CLECT était que l'intégration des nouvelles communes à la communauté se fasse en toute neutralité pour les finances communales.

Le tableau établi prend en compte pour la commune de St Christoly :

- o Les attributions de compensations liées aux autorisations du droit des sols qui étaient incluses dans le calcul de LNG qui avait cette compétence mais qui seront exclues du calcul de la CCB qui ne l'a pas. En conséquence, les attributions de compensation augmenteront d'autant afin d'être neutre pour la commune
- o Les attributions de compensations liées aux contributions Service Département d'Incendie et Secours (SDIS) qui étaient incluses dans le calcul de LNG qui avait cette compétence mais qui seront exclues du calcul de la CCB qui ne l'a pas. En conséquence, les attributions de compensation augmenteront d'autant afin d'être neutre pour la commune
- o Les attributions de compensations liées aux liaisons financières de LNG avec ses communes via le Fond de Péréquation des recettes Intercommunales et Communales (FPIC). Cette intégration ne changera rien. La part du FPIC reversée par la CCB sera moins importante mais l'attribution de compensation augmentera d'autant.

Au final, l'attribution de compensation 2017 s'élèvera à la somme de 83 322,00€ pour la commune de St Christoly de Blaye

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- Adopte le rapport d'évaluation des transferts de charges 2017 et le tableau des attributions de compensation correspondants ;
- Mandate Mme le Maire pour transmettre cette délibération à la Communauté de Communes de Blaye.

Votes Pour : 15 Contre : 0 Abstention : 0



Délibération n° 20170609-03 Modification du règlement intérieur du personnel

Vu la délibération n° 20151216-02 du 16 décembre 2015 relative à l'approbation du règlement intérieur du personnel.

Considérant la durée légale du temps de travail fixée à 1607h,

Vu l'avis de la commission communale « Finances / Gestion du personnel » en date du 22 août 2017,

Mme le Maire propose que soit modifié l'article 5c « La journée de solidarité » comme suit :

- La collectivité a décidé de déclarer « travaillée » la journée de solidarité

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- Accepte la modification proposée par Mme Le Maire.

VOTE : Pour : 15 Contre : 0 Abstention : 0



Délibération n° 20170609-04 – CRÉATIONS DE POSTES AU TABLEAU DES EFFECTIFS

Le Conseil Municipal,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2016-1798 du 20 décembre 2016 modifiant le décret n° 87-1099 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux ;

Vu le décret n° 2016-1799 du 20 décembre 2016 modifiant le décret n° 87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire applicable aux attachés territoriaux

Vu notamment l'article 34 de la loi n° 84-53 précitée ;

Vu le tableau des agents promouvables de catégorie C.

Sur le rapport de Madame le Maire devant la Commission « Finances – Gestion du Personnel » qui s'est réunie le 22 août 2017, et qui a convenu de la nécessité de la création des emplois suivants afin de permettre des avancements de grade.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

Décide, sous réserve de l'accord du Comité Technique Paritaire

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

Décide, sous réserve de l'accord du Comité Technique Paritaire

- la création au tableau des effectifs de la Commune de trois postes d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe ;
- Un poste est créé pour une durée hebdomadaire de **35h** à compter du **1^{er} janvier 2018** ;
- Deux postes sont créés pour une durée hebdomadaire de **28h44** à compter du **1^{er} janvier 2018** ;
- l'inscription des crédits correspondants au budget de la commune ;

VOTE : Pour : 15 Contre : 0 Abstention : 0



Délibération n° 20170609-07 Budget Assainissement – Décision Modificative Budgétaire n°2/2017

Discussion :

M. MOULIN réitère son désaccord concernant les travaux de remise aux normes de la station d'épuration en indiquant que les gens qui veulent gérer n'ont pas les compétences nécessaires pour le faire.

Mme Le Maire précise à M. MOULIN que la commune se fait assister par des personnes compétentes et que le changement du bac dégraisseur n'est pas un luxe compte tenu de son état de délabrement. Elle invite M. MOULIN à se rendre sur place pour le constater. Sans cette option, le budget n'aurait pas été dépassé.

M. MOULIN rejoint Mme Le Maire au sujet du bac mais s'abstient pour le reste.

Vu la délibération n° 20170208-02 relative au marché pour les travaux de mise en conformité de la station d'épuration (choix du prestataire).

Considérant l'option du bac de dégraissage retenue pour un montant de 1 800€,

Mme le Maire expose qu'il convient d'effectuer une décision modificative budgétaire permettant de financer l'option ci-dessus.

Cette décision modificative budgétaire a été vue en Commission Communale « Finances / Gestion du Personnel », en date du 22 août 2017.

Le Maire fait donc part à ses collègues des propositions transcrites dans le tableau suivant :

Désignation	Dépenses	Recettes
INVESTISSEMENT		
D 2031 (chapitre 20) : Frais d'études	- 1 800,00 €	
D 2315 (chapitre 23) : Installations, matériels et outillages techniques	1 800,00 €	
TOTAL	0,00	

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, décide :

- De voter la Décision Modificative Budgétaire ainsi transcrite.

VOTE : Pour : 14 Contre : 0 Abstention : 1 (M. MOULIN)



QUESTIONS DIVERSES

En préambule du Conseil Municipal M. MOULIN a abordé le sujet de l'incendie de la carrosserie SEGUIN pour savoir ce qu'il en était de la reprise de son fonctionnement. M. CADUSSEAU précise que M. SEGUIN a repris une petite activité chez lui avec du petit matériel. Mme BELLUE demande si les causes de l'incendie sont connues. Une enquête est en cours mais Mme Le Maire n'en sait pas plus que M. SEGUIN sur son avancée. La gendarmerie ne communique pas pendant l'enquête. M. MOULIN souhaite que la commune soit dynamique sur ce dossier. Mme Le Maire l'informe qu'un arrêté de péril a été pris le matin même du sinistre permettant de faire accélérer la procédure. La commune est à la disposition de M. SEGUIN pour faciliter ses démarches et l'aider pour les formalités d'urbanisme.

1. Mme Le Maire souhaite répondre au mail de M. MOULIN adressé aux élus au sujet des Lacs du Moulin Blanc. M. MOULIN s'étonne d'apprendre par la presse que l'association Califourchon n'a pas pu mettre en place des tours du lac en calèche. Mme Le Maire précise qu'à partir du mois de mars, tous les intervenants sur le site ont été concertés et toutes les questions abordées. Concernant Califourchon, il avait été constaté, entre autres, lors de la précédente saison des débordements sur la route qui avaient fait l'objet de plaintes transmises par la commune à la communauté de communes Latitude Nord Gironde. Lors de la reprise de la compétence par la communauté de communes de Blaye, toutes les modalités avaient été négociées avec Califourchon qui les avait acceptées. M. MOULIN précise que c'est une petite association face à la Communauté de Communes de Blaye.
Mme Le Maire rajoute qu'une réunion sera organisée à l'automne avec l'ensemble des acteurs pour faire le bilan et envisager les pistes d'évolution futures.
Il faut également se méfier de la façon dont les événements sont relatés dans la presse rappelle M. BERLINGER.
Mme Le Maire conclut en indiquant avoir fait au mieux en soulignant que la sécurité incombe à la commune et que de nombreuses activités ont eu lieu durant la saison malgré les difficultés rencontrées.
2. Bureau de poste. Mme Le Maire informe le Conseil Municipal que la commune a reçu un mail le 28 août l'informant qu'un expert allait venir le 29 août constater les dégâts et qu'il fallait ouvrir la poste. S'agissant d'un local privé, la commune n'était pas en mesure d'accéder à cette demande. Depuis cet appel, aucune information ni aucun retour sur cette expertise.
Mme PETIT, de la direction de la poste viendra rencontrer les élus mardi 12 septembre 2017 à 13h30. M. MOULIN fait remarquer qu'il s'agit d'une affaire privée et qu'il ne faut pas plus s'en occuper que de la carrosserie. Mme Le Maire répond que c'est tout de même un service public et qu'une pétition circule chez les commerçants pour appuyer la démarche de la mairie.
M. MOULIN dit que la poste n'a qu'une envie, c'est de fermer le bureau et partir. Mme Le Maire nuance ces propos et souligne que les employés de la poste ont également un intérêt à défendre et ajoute que la commune se battra pour conserver le bureau de poste.
M. CADUSSEAU informe que le bail a été reconduit pour deux ans.
3. Comme convenu lors précédent Conseil Municipal, un courrier a été adressé à la SNCF pour l'entretien de la voie ferrée. La SNCF a accusé réception de ce dernier et transféré notre demande à un service d'exploitation que la commune contactera, sans délai, afin de connaître leur date d'intervention. M. CADUSSEAU précise que de tels travaux ont été entrepris à St Girons.

4. L'association pour la restauration de l'église a adressé un courrier de confirmation pour le don de 3 000€.
5. La réunion des commissions culture et finances/personnel pour étudier le conventionnement de la bibliothèque suite au rendez-vous avec la BDP aura lieu le 26 septembre à 20h30.
6. M. ELIE a informé la Mairie de la réouverture du bar semaine 37.
7. Distribution du journal municipal. M. RAYMOND a récupéré ses journaux et M. MOULIN n'a pas encore distribué les siens. M. CADUSSEAU informe les membres du Conseil Municipal qu'il a été « attaqué » par un chien en divagation lors de sa tournée de distribution.
8. Les prochaines réunions des adjoints en soirée, ouvertes à l'ensemble du Conseil Municipal, comme celles du lundi matin, auront lieu les 28 septembre et 17 octobre à 18h30.
9. La réunion PAVE est reportée au 14 septembre.

Autres QUESTIONS DIVERSES

10. M. CADUSSEAU demande la date d'intervention d'Echopatcher. M. DEBET répond que les travaux, précédés d'une campagne de calcaire, débuteront semaine 37. Pour répondre à M. CADUSSEAU, M. DEBET va vérifier s'il est envisageable de rajouter la partie de voirie entre Aiguille et Bellevue. M. MOULIN signale des nids de poule lieu-dit Chauvin et que la route s'affaisse au lieu-dit Terrier des Cailloux.
Mme Le Maire signale également que Jussas est très dégradée malgré le peu de circulation. M. BERLINGER propose de limiter en tonnage et de mettre du calcaire. M. DEBET précise que le calcaire est très onéreux et rappelle, pour mémoire, la dernière piste refaite.
Mme BELLUE suggère de prendre des arrêtés de circulation qui ne seront pas respectés comme cela a déjà été constaté notamment au lieu-dit Radet. Mme BELLUE informe que des arbres sont tombés sur la piste 5.
Mme Le Maire rappelle que depuis le début du mandat, plusieurs interdictions de circulation ont été mises en place. Elle a par ailleurs demandé au Policier Municipal de faire le point et envisage de mettre en demeure les propriétaires. Cependant, si ces derniers ne réalisent pas les travaux, la commune pourrait le faire à leur place et on ne sait pas quand les remboursements interviendront.
Une entreprise va venir nettoyer les chemins de l'ex association forestière et elle sera chargée de prévenir la mairie au cas où des arbres seraient en travers.
M. MOULIN martèle que rien n'a changé au lieu-dit Chauvin et ce malgré le fait que 3 conseils municipaux soient passés depuis la première information. Mme Le Maire indique qu'il y a des priorités et que durant les vacances, les agents ont été fortement sollicités sur les écoles. Les trous au lieu-dit Chauvin seront comblés en même temps que d'autres répertoriés sur la voirie communale.
11. Selon M. MOULIN, le débit internet sur la commune est très mauvais. Un message sera adressé à Orange. Un plan pour renforcer les réseaux est à l'étude avec la Communauté de Communes de Blaye. Mme Le Maire invite les administrés à faire remonter les informations en Mairie.
12. M. DEBET informe le Conseil Municipal que le dossier pour l'implantation de la borne électrique pour l'aire d'accueil des campings cars a été reçu.
13. M. CADUSSEAU demande si la rentrée scolaire s'est bien passée. Mme BILLIER répond que oui.
14. M. RAYMOND soulève un problème de temps entre l'ouverture des portails des écoles. Ce temps de 5 minutes est, selon lui, trop court pour permettre de déposer les enfants. Mme BILLIER précise que l'an dernier la directrice de la maternelle s'arrangeait pour laisser le portail ouvert plus longtemps mais que, considérant la nouvelle direction, les enfants doivent être en classe à 8h50 et que les parents sont tenus de respecter les horaires fixés par l'école. M.

RAYMOND souhaite que ce sujet soit abordé en conseil d'école et Mme Le Maire l'invite à faire remonter la demande auprès des parents d'élèves élus au Conseil d'école.
Mme BELLUE demande que le policier municipal intervienne plus dans la régulation de la circulation le matin à l'école.

15. Prochain Conseil Municipal : le mercredi 04/10/2017 à 20h30.

La séance est levée à 22h05

Signatures des Elus Membres du Conseil Municipal	
Séance 2017_08 du 06 septembre 2017	
<u>NOM Prénom et Qualité</u>	<u>Signature</u>
Mme PICQ Murielle, Maire	
M. DEBET Daniel, Premier Adjoint	
Mme BAUDE Stéphanie, Second Adjoint	
M. GRIMEE Bernard, Troisième Adjoint	Pouvoir à M. DEBET
Mme BILLIER Michèle, Quatrième Adjoint	
Mme ANCELOT Odette, Conseillère Municipale	
Mme BELLUE Marie-Claude, Conseillère Municipale	

Mme BERLEMONT Valérie, Conseillère Municipale	
M. BERLINGER Thomas, Conseiller Municipal	
M. BERNY François, Conseiller Municipal	
M. CADUSSEAU Bruno, Conseiller Municipal	
Mme CHAMBOUNAUD Valérie, Conseillère Municipale	<i>Absente</i>
Mme FIORAZZO Irène, Conseillère Municipale	<i>Absente</i>
M. GOUDONNET Eric, Conseiller Municipal	<i>Absent</i>
M. MACEIRA Jean-Marie, Conseiller Municipal	<i>Absent</i>
M. MOULIN Emmanuel, Conseiller Municipal	<i>Absent</i>
M. RAYMOND David, Conseiller Municipal	<i>Absent</i>
M. VITRAS Francis, Conseiller Municipal	
Mme VIRUMBRALES Géraldine, Conseillère Municipale	

